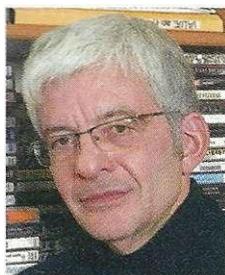


L'AVIS DE L'EXPERT



« Le modèle allemand ne saurait être une référence pour les pays européens »

MICHEL HUSSON

Économiste à l'Ires
LIAISONS SOCIALES • HORS-SÉRIE 2011

Le débat sur la compétitivité France-Allemagne était structuré selon un syllogisme simple, voire simpliste: 1) les coûts salariaux ont augmenté plus vite en France qu'en Allemagne 2) l'Allemagne maintient ses parts de marché alors que celles de la France reculent. Donc, la France doit modérer ses coûts salariaux pour rattraper son retard. Ce raisonnement contestable est mis à mal par la nouvelle conjoncture. En Europe, la généralisation des plans d'assainissement budgétaire a d'ores et déjà étouffé la reprise. La croissance est médiocre aux États-Unis, et ralentit aussi dans les pays émergents. Les exportations de l'Allemagne représentent 50% de son PIB (contre 30% pour la France) et près des deux tiers sont à destination de l'Europe. Un tiers du PIB allemand dépend donc de la demande européenne, et il n'est pas étonnant de constater que la conjoncture allemande se retourne: la progression des exportations a ralenti pour devenir à peu près nulle sur les douze derniers mois; la consommation des ménages reste plate, malgré une progression du salaire par tête plus élevée que la moyenne européenne; les indicateurs avancés (IFO ou ZEW) sont orientés à la baisse. Le FMI ne prévoit plus qu'une croissance de 1,3 % en 2012, contre 2 % il y a six mois. Le modèle allemand est donc particulièrement sensible à ce nouvel environnement. Il devra être infléchi et, en tout état de cause, ne saurait constituer une référence pour les autres pays européens. Imiter le modèle allemand reviendrait en fin de compte à faire le pari d'une croissance tirée par la

demande des émergents. Or cette voie sera de plus en plus étroite, dans la mesure où ces pays auront tendance à recentrer leur croissance sur la demande intérieure au profit de leur production nationale. La généralisation de politiques de désinflation salariale viendrait renforcer l'impact récessif des politiques budgétaires et enclencherait en outre une spirale de régression sociale. L'Allemagne est d'ailleurs, parmi les grands pays européens, celui où la pauvreté laborieuse a le plus progressé, aux dires mêmes de l'OCDE. Le second pari est que les ressources soustraites au financement des modèles sociaux seraient consacrées à l'investissement, à l'innovation, et permettraient ainsi de soutenir l'emploi, voire la réindustrialisation. Mais rien ne garantit ce transfert vertueux, et une telle orientation accentuerait encore la divergence entre les trajectoires nationales, qui est à la racine de la crise européenne.

L'alternative consiste à refonder la construction européenne en s'appuyant sur les avantages comparatifs qui découlent de la qualification de la main-d'œuvre et de la capacité d'innovation des entreprises. Cela suppose de renoncer à la « préférence pour la finance » pour donner à l'Europe les moyens de sa cohésion, à travers l'élargissement du budget européen, l'harmonisation (vers le haut) de la fiscalité sur le capital et la mise en oeuvre d'investissements socialement utiles et écologiquement soutenables.